

cinquième zone

DES ATTENTATS QUI NOUS VISENT TOUS

Depuis juillet dernier, cinq attentats ou tentatives d'attentats ont eu lieu à Paris et dans la région lyonnaise, faisant sept morts à la station RER St-Michel et des dizaines de blessés. Pour la police, la presse, Chirac même, l'identité des poseurs de bombes ne fait guère de doute : les islamistes du GIA algérien, appuyés par des réseaux intégristes en France même, sont ouvertement désignés. Toutes les polices du pays sont mobilisées pour donner la chasse à tout ce qui ressemble, de près ou de très loin à un intégriste.

*Barbouzes et
barbus,
ennemis des
peuples*

Il est possible
que les
intégristes
soient à
l'origine de ces

attentats. En Algérie le FIS et le GIA n'hésitent pas à égorger, à massacrer, à violer pour imposer leur dictature moyenâgeuse. Pourquoi auraient-ils plus de scrupules ici ? Ces gens-là sont des fanatiques que rien n'arrête. Dieu et la religion, dont ils prétendent avoir le monopole, leur servent de justification à toutes leurs atrocités.

Mais ils ne sont pas seuls capables de manier la bombe et le couteau pour imposer leur dictature. Les officiers corrompus qui détiennent le pouvoir à Alger n'ont rien à leur envier. Directement ou indirectement au travers de réseaux manipulés, ils sont tout aussi capables que les intégristes de massacrer des innocents pour servir leurs calculs tortueux. Tout le monde le sait, jusqu'à la nausée. Intégristes et officiers sont tellement dénués de scrupules qu'en Algérie, on ne sait souvent même plus à qui attribuer la responsabilité des attentats et des massacres. C'est vrai en Algérie, cela peut l'être en France.

Enfin, on ne peut pas exclure non plus que l'actuelle vague d'attentats soit au moins en partie l'oeuvre de provocations d'extrême-droite tellement elle sert ses intérêts. En août 1980, l'explosion d'une bombe en gare de Bologne en Italie avait fait 85 morts. Les Brigades rouges italiennes avaient été accusées et réprimées férocement. Ce n'est que dix ans plus tard qu'on apprit la vérité : l'attentat de Bologne avait été organisé par un groupe d'extrême-droite italien réunissant des fascistes, des policiers et des officiers.

Personne ne sait aujourd'hui avec certitude qui pose les bombes (et moins encore qui tire les ficelles). Mais une chose est sûre : en mettant des moyens honteux au service d'une cause dont ils

Cinquième zone

Cinquième zone se veut le porte-parole des travailleurs et de la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les "petits boulots", l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué lors des campagnes électorales, pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et depuis quelques temps, ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir qui règne dans les banlieues dans le but d'y étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Les catégories les plus pauvres de la population, particulièrement celle des banlieues, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les

Des attentats qui nous visent tous (suite de la p.1)

sont apparemment si peu fiers qu'ils ne signent même pas leurs gestes, les terroristes font encore bien d'autres victimes que ceux qu'ils tuent, blessent ou mutilent. C'est en réalité toute la population pauvre, et plus particulièrement d'origine maghrébine, de ce pays qu'ils ont déjà commencé de frapper.

DES CRIMES QUI PROFITENT AUX INTEGRISTES ET AUX FASCISTES

Depuis le début de la vague d'attentats, les mesures de police ont été multipliées et, même si ce n'est pas nouveau, les contrôles se font maintenant ouvertement au faciès. Etre d'origine maghrébine, c'est s'exposer au contrôle des papiers systématique, à la fouille des sacs et à la palpation. Même ceux qui, à cause de leur âge par exemple, n'étaient jusqu'alors que rarement contrôlés le sont maintenant. Pour les jeunes, prendre le métro revient à se faire palper une, deux, trois fois... sans parler des propos racistes, ouverts ou voilés, qui, parfois, accompagnent ces vérifications. Quant aux descentes de police et aux perquisitions dans des foyers soupçonnés d'héberger des islamistes, elles se font dans des conditions scandaleuses : locataires rudoyés, chambres dévastées.

Les auteurs des attentats savaient qu'ils allaient provoquer ces réactions et contribuer à propager le racisme. Qu'ils l'aient fait volontairement ou pas dans ce but, ils en ont accepté le risque (avec la peau des autres). Au bruit des bombes, intégristes et fascistes se frottent les mains : ce sont à chaque fois

NE PAS SOUTENIR NOS ENNEMIS

quelques jeunes de plus que les islamistes pourront endoctriner, quelques milliers de voix supplémentaires que l'extrême-droite s'apprête à récolter, quelques ferments de haine qu'ensemble, ils pourront cultiver.

Fascistes, barbouzes et barbus peuvent se livrer des guerres sans pitié. Mais tous sont d'accord pour considérer le peuple comme une masse abruti, de la chair à canon (ou à bombes), qu'ils manipulent à leur guise et dans leur intérêt.

Des millions de gens, en France survivent comme ils peuvent, frappés par le chômage, vivant de petits boulots, de CES de stages-bidons ou du RMI, confinés dans les cités de banlieues où rien n'est prévu, ni pour les jeunes

ni pour les vieux. Ils subissent une société injuste où quelques uns ont tout (comme Pierre Suard, ce patron de GEC-Alsthom au salaire mensuel de plus d'un million de francs) et d'autres juste de quoi survivre et peu d'espoir d'en sortir.

Malgré la reprise économique dont on nous rebat les oreilles, les choses empirent et le gouvernement s'acharne à les rendre plus difficiles encore. Blocage des salaires, diminution des remboursements de la Sécurité sociale, extension de l'impôt à ceux qui n'y étaient pas soumis, expulsion des HLM, saisies en série, etc. Le gouvernement des riches mène une véritable guerre contre les pauvres.

Dans ce contexte de misère, les uns, victimes du racisme, peuvent être tentés de voir dans les poseurs de bombes des "héros" les vengeant d'un monde qui les opprime. D'autres, prenant prétexte des attentats, peuvent rendre responsables les "étrangers", et particulièrement les maghrébins, de tout ce qui ne va pas et maintenant du terrorisme en plus. Si cela se produisait, les intégristes d'un côté, Le Pen de l'autre, auraient de beaux jours devant eux. Et les habitants des quartiers pauvres le linceul intégriste et la botte de Le Pen pour avenir.

Pourtant, le pire n'est jamais sûr. Il ne tient qu'à nous d'inverser le cours des choses.

En réalité, les fanatiques intégristes et les fanatiques racistes exploitent, chacun pour leur compte, la situation de désespoir créée par le chômage, les bas salaires ou les indemnités misérables, les banlieues, les lois Pasqua, l'injustice. On ne peut pas combattre les uns sans les combattre tous : Le Pen, les intégristes et le système qu'en définitive ils défendent

Au bruit des bombes, fascistes et intégristes se frottent les mains...



C'est difficile. Impossible, diront certains. Et

KHALED KELKAL, ENFANT PERDU DE LA GALERE

Certains s'inquiètent, d'autres se désespèrent. Qu'arrive-t-il donc à nos jeunes des banlieues ? On regarde des films, avec des acteurs de banlieue : *La Haine*, *Etat des lieux*, *Bye-bye*. Mais comme toujours, la réalité est plus forte que la fiction. *Le Monde*, un journal peu lu par les jeunes, a raconté l'histoire vraie de Khaled Kelkal, un présumé terroriste recherché par toutes les polices et finalement abattu en pleine rue.

Qui était Khaled, dont le portrait a été placardé à 170.000 exemplaires, comme suspect de l'attentat manqué contre le TGV Lyon-Paris, fin août ? Khaled était Algérien. A l'âge d'un mois, en 1971, il arrive en France avec sa mère et ses trois frères et soeurs pour rejoindre le père, ouvrier à Lyon. En 1990, Khaled, élève sans histoires, prépare un bac technologique. Mais soupçonné d'avoir participé avec un groupe de jeunes à des opérations de vols dites "à la voiture-bélier", il est arrêté en juin 1990. Il nie être coupable et après six mois d'incarcération, il est remis en liberté provisoire. Trop tard pour se réinscrire au lycée. En mai 1991, le Tribunal correctionnel le condamne à deux ans et demi de prison. Comme il conteste le verdict, la Cour d'appel double presque sa peine : 4 ans.

Mais devant son comportement et ses capacités scolaires, le juge d'application des peines décide son placement en "chantier extérieur", ce qui lui permet de suivre une formation dans une entreprise de bureautique. Ce qui n'empêche pas que depuis 1993, Khaled subit le sort ordinaire d'un chômeur de banlieue. A-t-il plongé dans la délinquance ? En tout cas, à la suite d'une course poursuite avec des policiers en juillet dernier, la voiture retrouvée sans ses occupants, est identifiée comme appartenant à Khaled Kelkal. Puis la police retrouve ses empreintes (relevées en 1990) sur le ruban adhésif entourant la bonbonne utilisée dans l'attentat manqué du TGV.

Mais qu'est-ce qui aurait pu pousser Khaled à se transformer en poseur de bombes ? On ne connaît pas la réponse. "Vengeance sociale attisée par des influences islamistes ? Appât du gain ?" s'interroge *Le Monde*. C'est un itinéraire qui risque de devenir banal, se lamentent quelques hauts fonctionnaires de la police et de la justice, dans un texte écrit sous un pseudonyme : "Cette violence s'est individualisée, elle est partout, prenant des formes d'expression qui nous laissent muets de désespoir".

Après une traque de plusieurs jours dans la forêt où il s'était réfugié, Khaled Kelkal a été abattu. Robin des bois s'est trompé d'époque. Et il s'est aussi trompé de moyens d'action. Ni le business, ni les bombes ne sont des solutions. Se battre ? Oui ! En cela, Khaled avait raison. Mais pas pour le compte de gras barbus qui envoient des jeunes au casse-pipe pour tirer les marrons du feu. Dans quel but ? Et pour quelle cause ?

Aux jeunes les plus courageux de dire qu'ils croient pas sortir de la misère par la délinquance, ni triompher du désespoir par le terrorisme, pour finir sous les balles des policiers après avoir massacré et mutilé quelques dizaines d'innocents dans des attentats imbéciles et criminels ; qu'ils veulent s'en prendre vraiment, et par d'autres moyens, aux véritables responsables, les oppresseurs au pouvoir à Alger comme à Paris. Sans servir d'hommes de main à ceux, islamistes pour les jeunes de

La délinquance ne sauve pas du chômage et enfonce encore plus dans la misère. Le fanatisme religieux est un piège qui divise au profit des mafias qui manipulent.

PAS DE LIBERTE SANS LIBERTE POUR LES FEMMES

Comme dans toutes les périodes de crise, les femmes se retrouvent en première ligne dans les cités. Matériellement et moralement. Ce sont elles, souvent, qui se débrouillent pour assurer de quoi manger, de quoi payer le loyer ou l'électricité quand tout paraît impossible. Ce sont elles aussi souvent qui, quoi qu'il adienne, vont au-delà de tout pour assurer l'éducation des enfants. Femmes, soeurs, mères. Combien de foyers dériveraient complètement, sans leur opiniâtre volonté ?

C'est peut-être parce qu'elles sont le dernier barrage que les fanatiques se déchaînent contre

elles. Elles sont les premières victimes désignées des islamistes qui prétendent les ramener sept siècles en arrière, les couvrir d'un linceul, leur interdire le sport et les soumettre au bon vouloir des hommes. Mais elles sont aussi celles des intégristes lepenistes, qui veulent interdire l'IVG, récusent toute contraception et souhaitent les empêcher de travailler.

Une victoire des uns ou des autres serait une catastrophe pour les femmes et pour tout le monde. Il n'y a pas de liberté sans liberté pour les femmes.

SALAUDS DE PAUVRES

Cet été, les maires (de gauche et de droite ligués contre les pauvres) d'une vingtaine de communes ont interdit le centre de leurs villes aux mendiants.

Au XVII^e siècle, Louis XIV avait fait comme eux : il avait fait raser la Cour des Miracles parce que le trop grand

nombre de miséreux que son règne avaient engendré gênait son regard.

De siècles en siècle les riches et les puissants retrouvent les mêmes réflexes. La misère ne les gêne pas. Il faut des pauvres pour qu'ils soient riches. Mais, qu'elle ne se voie pas et ne gâche ni leur plaisir ni leurs fêtes ! Même s'ils ne le disent pas ouvertement, leur attitude traduit ce qu'ils pensent : Salauds de pauvres.

La mort d'un algérien qui voulait vivre en France

Reproduction d'un article du journal *Le Monde* (21 septembre 1995)

Son père accuse les médecins "*qui n'ont rien fait*". Son avocate, les autorités françaises "*qui n'ont rien voulu faire*". Belaïd, lui, n'accuse plus personne. Le 20 août, à 6h15, ce jeune algérien de 25 ans est mort d'une septicémie. Gravement brûlé à la suite d'un attentat, il n'a pas survécu à ses blessures. Un événement ordinaire à l'échelle de cette Algérie déchirée par la guerre civile. Depuis des mois, en effet, Belaïd réclamait un visa pour la France. Pour fuir la terreur comme des milliers d'autres jeunes Algériens. Mais surtout pour retrouver Noisy-le-Sec (93), sa famille, ses amis et quitter le monde de l'arbitraire administratif dans lequel il était entré, tant par malchance que par imprudence. Rien n'y a fait. Ses demandes, celles de son avocate et même les interventions d'"amis" bien placés n'ont pu éviter l'issue fatale de cette trajectoire dramatiquement exemplaire. La vie de Belaïd bascule pendant l'été 1990. A 20 ans, ce jeune homme entré en France en 1978, affiche alors un parcours sans histoires. CAP de

mécanicien en poche, il s'apprête à demander à carte de résident de dix ans à laquelle il a droit, lorsque l'habituelle visite estivale en Algérie dérape. Interpellé à la frontière par les autorités algériennes, il est immédiatement incorporé dans l'armée. Deux années passent, à l'issue desquelles Belaïd rentre en France, avec un visa de trois mois. Amplement suffisant pour régulariser sa situation, pense-t-il. Mais à la préfecture de Bobigny, le cauchemar commence. Citant l'accord franco-algérien, l'agent l'avertit qu'en quittant le territoire plus de six mois il a perdu ses droits au séjour... A la sortie de la préfecture, un vendeur de faux papiers lui propose d'arranger ça. Il accepte. Mais au cours d'un contrôle, en juin 1993, les policiers découvrent sa carte falsifiée. Condamné une première fois à trois ans d'interdiction du territoire, il voit sa peine ramenée par la cour d'appel à douze mois. Il retourne donc en Algérie, convaincu qu'en un an tout s'arrangera.

En septembre 1994, il reprend les démarches depuis Alger. Une première demande de visa reste sans réponse pendant plusieurs mois. Son avocate, Maître Nathalie Micault s'inquiète. Mais le bureau des visas Algérie

(BVA) de Nantes répond ne pas avoir trace du dossier. Deux nouvelles demandes sont envoyées, l'une pour un court séjour, l'autre pour un long séjour. Sans résultat.

Enfin, le drame : le 7 mai, alors qu'avec trois amis il discute dans la rue, des inconnus aspergent Belaïd d'essence et le transforment en torche humaine. Atteint au troisième degré, il est hospitalisé à Douera. L'hôpital accueille le seul service de grands brûlés du pays. Mais il apparaît vite que seul un rapatriement peut le sauver. L'avocate demande alors à Nantes si, devant la gravité de la situation, ce cas ne pourrait connaître "*un aboutissement plus rapide qu'à l'accoutumée*". La réponse du BVA tombe un mois et demi plus tard : "*Il ressort du dossier que cette personne souhaite s'installer en France et occuper un emploi. En conséquence, il convient de l'inviter à rechercher [d'abord] un employeur*".

Belaïd est mort un mois après. "*Il pesait 35 kilos*", murmure son père, le regard comme noyé par cette image. Depuis quinze jours, il vit seul à Noisy-le-Sec, où il a repris le travail. Sa femme, qui se rend chaque jour au cimetière d'Aïn Tahia, a refusé de le suivre.